

PROCES-VERBAL

Séance du Conseil municipal du 6 avril 2023 – 19h

Salle du Conseil

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi 6 avril, à 19 heures, le Conseil municipal de la Commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation en date du 31 mars 2023 mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Tibault GROLLEMUND, Maire.

Etaient présents : Le Maire Tibault GROLLEMUND ; Jean-Luc GUENNEC, Martine COLLIN, Pierre-Paul AUBERTIN, Sylvie TREMEAC-PICHOT, Catherine MAREC (arrivée à 19h10) et Georges MIGNON, adjoints au Maire ; Guillaume CHATELAIN, Ronan-Pierre BARRE, Francis VILLADIER, Marie-Céline GUIL-
LERME, Catherine BARBOTIN (arrivée à 19h10), Aude Portugal, Karol KIRCHNER, Soazig LANCO et Ca-
rine LE HEN, Noëlle SCHLUMBERGER conseillers municipaux.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : Noémie SOULIER à Karol KIRCHNER, Thibault TARDIF à Martine COLLIN.

Etaient excusés : Jean-Claude LORIOT, Béatrice TERRIEN, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU.

Secrétaire de séance : Noëlle SCHLUMBERGER

Nombre de conseillers en exercice : 23

Présents : 16 puis 18

Votants : 18 puis 20

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 1^{er} mars 2023
2. Désignation d'un président de séance
3. Compte-rendu de la délégation L.2122-22 du CGCT
4. Finances – comptes de gestion 2022 : budget principal, régie du port, VVF, BORPALOE
5. Finances – comptes administratifs 2022 : budget principal, régie du port, VVF, BORPALOE
6. Finances – Affectation du résultat 2022
7. Finances – Vote des taux 2023
8. Finances – Budgets primitifs 2023 : budget principal, régie du port, VVF, BORPALOE
9. Finances – mise en place de la nomenclature M 57 – fongibilité des crédits
10. Finances : Budget annexe cinéma : décision modificative n°1
11. Finances – Tarifs portuaires 2023
12. Ressources humaines : modification du régime indemnitaire
13. Agriculture – service mutualisé « mission foncière agricole » : avenant n°1 à la convention de mise à disposition de service entre la CCBI et la commune de Le Palais
14. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°1
15. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°2
16. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°3
17. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°4
18. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°5
19. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°6
20. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°7
21. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°8
22. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°9
23. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°10
24. Domanialité-lotissement BORPALOE – vente du lot n°11
25. Questions diverses

Monsieur le Maire informe le Conseil de la suppression des points n°14 à 24 de l'ordre du jour, concernant la vente des lots BORPALOE pour laquelle l'avis du service d'évaluation foncière des Domaines est attendue. Ces points seront reportés à la plus prochaine séance à réception de l'avis des Domaines.

Désignation d'un secrétaire de séance

En application de l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Noëlle SCHLUMBERGER a été désignée en qualité de secrétaire de la présente séance.

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 1^{er} mars 2023 (annexe)

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal du conseil municipal en date du 1^{er} mars 2023 et le soumet à l'approbation de l'assemblée délibérante qui l'approuve à l'unanimité.

Délibération n° 020-23

Désignation d'un président de séance

Nombre de conseillers en exercice : 23

Présents : 16

Votants : 18

L'article L 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire ».

Cet article est complété par l'article L 2121-14 du même code qui prévoit que « le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ».

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, désigne Jean-Luc GUENNEC comme président de séance pendant le vote des comptes administratifs 2022.

Délibération n° 021-22

Compte-rendu de la décision

Conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation confiée par le conseil municipal par délibération du n°035-20 du 4 juin 2020 d'une part et en vertu de l'article L.2122-23 du CGCT d'autre part.

DECISIONS PRISES entre le 26 janvier et le 31 mars 2023

| Date | Objet de la décision |
|------------|---|
| 21/03/2023 | Décision n°002-2023 : exercice DPU – DIA 2023-0007 – parcelle ZE 589 (592m ²) à Bordustard au prix de 1 000 euros. |
| 21/03/2023 | Décision n°003-2023 : exercice DPU, DIA 2023-007- moitié indivise de la parcelle ZE 589 (592m ²) à Bordustard au prix de 1 000 euros. |

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil municipal,

PREND CONNAISSANCE des décisions prises par le Maire dans le cadre de la délégation prévue à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Délibération n° 022-23

Finances – comptes de gestion 2022 : budget principal, régie du port, VVF, BORPALOE

L'article L.2121-31 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales dispose que le conseil municipal « entend, débat et arrête les comptes de gestion des receveurs ».

Monsieur le Maire présente pour examen les comptes de gestion 2022 du budget principal et des budgets annexes de la commune dressés par le receveur municipal.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures les budgets primitifs de l'exercice 2022 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent ; le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés ; qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

- i. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022,
- ii. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- iii. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

iii. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ ET VOTE A L'UNANIMITE, LE CONSEIL MUNICIPAL :

- DECLARE que les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes : régie du port, VVF et BORPALOE dressés pour l'exercice 2022 par le receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part,
- DONNE pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.

Délibération n° 023-23

Finances – comptes administratifs 2022 : budget principal, régie du port, VVF, BORPALOE

L'assemblée examine les comptes administratifs de l'exercice 2022 qui s'établissent ainsi :

1. BUDGET PRINCIPAL (en euros TTC)

| | <u>FONCTIONNEMENT</u> | <u>INVESTISSEMENT</u> |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <u>RECETTES REELLES + opérations d'ordre</u> | 3 526 518.26 | 2 645 595.72 |
| <u>DEPENSES REELLES + opérations d'ordre</u> | 2 759 646.14 | 1 801 684.62 |
| <u>RESULTATS 2022</u> | 766 872.12 | 843 911.10 |
| <u>REPORT EXERCICE PRECEDENT</u> | 40 000.00 | 29 537.82 |
| <u>RESULTAT DE CLOTURE 2022</u> | 806 872.12 | 873 448.92 |

2. BUDGET REGIE DU PORT (en euros HT)

| | <u>FONCTIONNEMENT</u> | <u>INVESTISSEMENT</u> |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <u>RECETTES REELLES + opérations d'ordre</u> | 1 594 497.88 | 490 210.18 |
| <u>DEPENSES REELLES + opérations d'ordre</u> | 1 362 396.35 | 382 811.79 |
| <u>RESULTATS 2022</u> | 232 101.53 | 107 398.39 |
| <u>REPORT EXERCICE PRECEDENT</u> | 40 000.00 | 218 125.31 |
| <u>RESULTAT DE CLOTURE 2022</u> | 272 101.53 | 325 523.70 |

3. BUDGET VVF (en euros HT)

| | <u>FONCTIONNEMENT</u> | <u>INVESTISSEMENT</u> |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <u>RECETTES REELLES + opérations d'ordre</u> | 15 125.94 | 10 559.36 |
| <u>DEPENSES REELLES + opérations d'ordre</u> | 23 725.19 | 42 590.63 |
| <u>RESULTATS 2022</u> | -8 599.25 | -32 031.27 |
| <u>REPORT EXERCICE PRECEDENT</u> | 0.00 | -35 298.80 |
| <u>RESULTAT DE CLOTURE 2022</u> | - 8 599.25 | -67 330.07 |

4. BUDGET BORPALOE (en euros HT)

| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT |
|--|--------------------|---------------------|
| RECETTES REELLES + opérations d'ordre | 306 036.07 | 0 |
| DEPENSES REELLES + opérations d'ordre | 417 670.74 | 306 035.36 |
| RESULTATS 2022 | -111 634.67 | - 306 035.36 |
| REPORT EXERCICE PRECEDENT | 0 | 0 |
| RESULTAT DE CLOTURE 2022 | -111 634.67 | - 306 035.36 |

Vu l'avis favorable des commissions de finances du 23 et 29 mars 2023,

Monsieur le Maire se retire de la salle du conseil municipal au moment du vote,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JEAN-LUC GUENNEC, 1^{er} ADJOINT ET APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ ET VOTE A L'UNANIMITE, LE CONSEIL MUNICIPAL :

- **CONSTATE** que les valeurs des comptes administratifs sont identiques à celles des comptes de gestion du comptable public pour chaque budget,
- **APPROUVE** les comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes de la commune,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.

Délibération n° 024-23

Finances – Affectation des résultats 2022

Rappel des résultats de l'exercice 2022 :

| | COMMUNE | PORT | VVF | BORPALOE |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| FONCTIONNEMENT | 806 872.12 | 272 101.53 | -8 599.25 | -111 634.67 |
| INVESTISSEMENT | 873 448.92 | 325 523.70 | -67 330.07 | -306 035.36 |

Il est proposé au conseil d'affecter les résultats de fonctionnement de l'exercice 2022 comme suit :

BUDGET PRINCIPAL :

+766 872.12 € (art. 1068) pour financer les dépenses d'investissement

+40 000.00 € (art. 002) résultat de fonctionnement reporté

BUDGET PORT :

+232 101.53 € (art.1068) pour financer les dépenses d'investissement

+40 000.00 € (art.002) résultat de fonctionnement reporté

BUDGET VVF :

-8 599.25 € (art.002) report du déficit de fonctionnement sur l'exercice 2023.

BUDGET BORPALOE :

-111 634.67 € (art.002) report du déficit de fonctionnement sur l'exercice 2023.

Le solde d'exécution des sections d'investissement des différents budgets sera reporté.

Vu l'avis favorable des commissions de finances des 23 et 29 mars 2023,

APRES AVOIR DELIBÉRÉ ET VOTE A L'UNANIMITÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **DÉCIDE D'AFFECTER** au budget 2023, les résultats de fonctionnement de l'exercice 2022 selon les modalités suivantes :

| | |
|--|------------|
| BUDGET PRINCIPAL – Affectation de l'excédent de fonctionnement 2022 : | |
| 1) Report en fonctionnement au R/002 | 40 000.00 |
| 2) Affectation en R 1068 | 766 872.12 |
| BUDGET PORT – Affectation de l'excédent de fonctionnement 2022 : | 272 101.53 |
| 1) Report en fonctionnement au R/002 | 40 000.00 |
| 3) Affectation au R 1068 | 232 101.53 |
| BUDGET VVF – Affectation du déficit de fonctionnement 2022 : | |
| 1) Report en fonctionnement au D/002 | 8 599.25 |
| 2) Affectation au R 1068 | 0 |
| BUDGET BORPALOË – Affectation du déficit de fonctionnement 2022 : | |
| 1) Report en fonctionnement au D/002 | 111 634.37 |
| 2) Affectation au R 1068 | 0 |

Le solde d'exécution, des différents budgets, en section d'investissement (001) est reporté.

- **DONNE pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.**

Délibération n° 025-23

FINANCES – VOTE DES TAUX 2023

Considérant la loi du 30 décembre 2022 de finances 2023,

Considérant la nécessité pour l'assemblée délibérante, de définir les taux d'impositions des taxes directes locales pour l'année 2023 dont celui concernant la taxe d'habitation maintenue pour les résidents secondaires ;

Monsieur le Maire propose au conseil de reconduire les taux d'imposition des taxes directes locales 2022 pour l'exercice 2023 :

| TAXES | Base imposition prévisionnelles 2023 | Taux % | Produit |
|-------------------------|--------------------------------------|--------|------------|
| Foncier bâti (TFB) | 5 135 000 € | 23.26 | 1 194 401€ |
| Foncier non bâti (TFNB) | 39 100 € | 19.40 | 7 585 € |
| Habitation (TH) | 3 314 840 € | 10.95 | 362 975 € |

Concernant le taux foncier bâti, le taux voté en 2022 de 8% est reconduit et majoré du taux départemental de 15.26% pour un taux global de 23.26%.

Vu l'avis favorable de la commission de finances du 29 mars 2023,

Après en avoir délibéré, et vote à l'unanimité, le Conseil municipal, décide de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales 2023 suivants :

- ✓ Taux Foncier Bâti : 23.26%
- ✓ Taux Foncier Non Bâti : 19.40%
- ✓ Taxe d'habitation : 10.95%

Délibération n° 026-23

FINANCES – BUDGETS PRIMITIFS 2023 : Budget principal, régie du port, VVF, BORPALOE

Après avoir délibéré, le Conseil, approuve les budgets primitifs 2023 qui se résument de la façon suivante :

Vue d'ensemble des budgets (exprimés en euros)

| | |
|--|--|
| COMMUNE : 9 269 480.00 TTC | VOTE |
| Fonctionnement : 3 251 800.00 | Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 2 |
| Investissement : 6 017 680.00 | |
| PORT : 4 071 440.00 HT | VOTE |
| Fonctionnement : 1 496 060.00 | Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 2 |
| Investissement : 2 575 380.00 | |
| VVF : HT | VOTE |
| Fonctionnement : 51 356.15 | Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0 |
| Dépenses d'Investissement : 93 966.47 | |
| Recettes d'Investissement : 3 750 000.00 | |
| BORPALOË : 779 219.85 HT | VOTE |
| Fonctionnement : 473 184.49 | Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0 |
| Investissement : 306 035.36 | |

BUDGET PRINCIPAL en € TTC

La section de fonctionnement est équilibrée à 3 251 800€ et la section d'investissement à 6 017 680€.

Les principales dépenses prévues en investissement sont :

- **Les études** dont les restes à réaliser (RAR) 2022,
 - RAR étude OTBI
 - RAR carrefour de La Saline et liaison piétonne vers Kersablen
 - RAR abords de la chapelle St Sébastien
 - RAR lotissement Mor Braz (projet habitat)
 - RAR avenue Carnot
 - RAR ateliers municipaux
 - RAR projet terrain Bordustard (projet habitat)
 - RAR régularisation chaussée à Bordardoué
 - RAR convention de servitude EP à Bordustard et Nanscol
 - RAR projet pour préemption Borthélo (projet habitat)
 - RAR délimitation à Port Hallan
 - RAR préparation 2 lots à Roserière (projet habitat)
 - RAR division en volume Haute Boulogne
 - Etudes travaux place Hôtel de Ville et salle du conseil
- **Les travaux :**
 - RAR 2022 : Espace d'accueil visiteurs (OTBI), toiture Haute Boulogne, éclairage public quai Roussel, médiathèque (bâtiment + équipement mobilier et informatique),
 - Travaux de bâtiments (salle du conseil tranche 2, maison de Borgrouaguer),
 - Travaux de voirie : aménagement de la place de l'hôtel de ville, de la Rive Eva Jouan et début d'aménagement du côté impair de l'avenue Carnot,
 - Mise en place des panneaux et n° suite à la dénomination des voies + panneau du schéma vélo,
 - Travaux sur les réseaux dont éclairage public place de l'hôtel de ville, fibre noire,
 - Acquisition de terrains

- Matériel de bureau et informatique (médiathèque et autres services),
- Balayeuse et petit matériel (tronçonneuse, élagueuse, radar, aiguille, horodateur...)
- Matériel et outillage divers,
- Début des travaux de la chapelle Saint Sébastien.

BUDGET régie du PORT en € HT

La section de fonctionnement est équilibrée à 1 496 060€ et la section d'investissement à 2 575 380€.

Les principales dépenses prévues en investissement, validées par le conseil d'exploitation et lors du Conseil Régional Portuaire sont :

- **Les frais d'études** pour 178 934.71 € dont les restes à réaliser des études 2022 (géotechnique du pan coupé, VSC du quai Fouquet, étude d'impact et AMO pour l'aire de carénage, la réfection des écluses et le dragage) pour 149 934.00 €, l'étude pour l'abri à passagers pour 17 000€ et l'étude « Loi sur l'eau » pour les travaux de maçonnerie : 12 000.71€.
- **Les aménagements et travaux**
Chapitre 21 : 1 280 869,02 €
 - Restes à réaliser 2022 : démolition/effacement des réseaux du quai Fouquet 265 869,02 €
 - Réfection Môle Bourdelle 400 000,00 €
 - Plateforme sédiments 480 000,00 €
 - Travaux de confortement du Môle Bourdelle (rejointt, enrochemt) 35 000,00 €
 - Opération de contrôle des quais 15 000,00 €
 - Opération récurrente: entretien cale Acadie 35 000,00 €
 - Matériel de transport 30 000,00 €
 - Autres 20 000,00 €Chapitre 23 : Travaux réalisés sur 2023-2024 : 944 319,50 €
 - Restes à réaliser 2022 rénovation Ecluse 585 956,50 €
 - Solde travaux rénovation écluse 135 423,00 €
 - Dragage opération 1 :150 000,00 €
 - Mouillages écologiques :72 940,00 €

Un soutien financier de la Région Bretagne à hauteur de 969 068€ est attendu en 2023 (dont 219 068€ RAR 2022) concernant les investissements relatifs au dragage, à la réfection des écluses et du Môle Bourdelle.

BUDGET VVF en € HT

La section de fonctionnement est équilibrée à 51 356.15 €, les dépenses d'investissement s'élèvent à 93 966.47€ pour un total de recettes d'investissement de 3 750 000€ correspondant à la vente du bien.

Les dépenses de fonctionnement correspondent aux frais d'honoraires et au remboursement des intérêts du prêt.

Les dépenses d'investissement correspondent au déficit d'investissement reporté et au remboursement du capital du prêt.

BUDGET BORPALOË en € HT

La section de fonctionnement est équilibrée à 473 184.49€ comprenant la régularisation des derniers travaux et les écritures comptables, et est équilibrée par la vente des lots.

La section d'investissement est équilibrée à 306 035.36€.

APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ ET VOTE A LA MAJORITÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL :

- **APPROUVE** les budgets primitifs du budget principal et des budgets annexes de la commune résumés de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------|-------------------------|-------------|----|--------------|---|
| COMMUNE : | 9 269 480.00 TTC | VOTE | | | |
| Fonctionnement : | 3 251 800.00 | Pour : | 18 | Contre : | 0 |
| Investissement : | 6 017 680.00 | | | Abstention : | 2 |

| | |
|--|--|
| PORT : 4 071 440.00 HT Fonctionnement : 1 496 060.00 Investissement : 2 575 380.00 | VOTE Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 2 |
| VVF : HT Fonctionnement : 51 356.15 Dépenses d'Investissement : 93 966.47 Recettes d'Investissement : 3 750 000.00 | VOTE Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0 |
| BORPALOË : 779 219.85 HT Fonctionnement : 473 184.49 Investissement : 306 035.36 | VOTE Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0 |

- **DONNE pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.**

Il s'agit d'un budget primitif ambitieux mais maîtrisé précise Monsieur le Maire qui indique qu'un débat d'orientation budgétaire sera organisé dès que le plan pluriannuel d'investissements sera terminé, afin de définir le calendrier des 3 exercices budgétaires restants avant la fin du mandat.

Délibération n° 027-23

FINANCES – mise en place de la nomenclature M 57 – fongibilité des crédits

L'article L.5217-10-6 du code général des collectivités territoriales précise que « dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7.5 des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits chapitre par chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, l'assemblée délibérante est informée de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance ».

Considérant la délibération n°050-22 en date du 11 août 2022 approuvant le passage à la nomenclature M 57 à compter du 1^{er} janvier 2023 pour tous les budgets de la collectivité appliquant l'instruction M14 (les autres instructions comptables, telles que l'instruction M4 étant maintenues), Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de l'autoriser, à procéder à des virements de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chaque section.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'autoriser Monsieur le Maire, à compter du 7 avril 2023, à procéder à des virements de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chaque section pour les budgets de la collectivité soumis à la nomenclature M57 (budget principal, VVF, BORPALOE, CINEMA).

Délibération n° 028-23

FINANCES – Budget annexe Cinéma – Décision modificative n°1

Vu la délibération n°006-23 du 25 janvier 2023 approuvant le budget primitif 2023 du budget annexe CINEMA, Monsieur le Maire expose que les prévisions budgétaires votées le 25 janvier 2023 comprenaient, parmi les dépenses d'investissement, l'acquisition du bien à hauteur de 180 000€ au compte 2131.

Selon le courriel de la Direction des finances publiques du 1^{er} mars 2023, les prévisions budgétaires doivent être modifiées afin de répartir cette dépense conformément à l'inventaire inscrit dans l'acte notarié à savoir :

- ✓ 127 000.00 € au chapitre 20 : immobilisations incorporelles, compte 2088
- ✓ 53 000.00 € au chapitre 21 : immobilisations corporelles (dont 18 100 € au compte 2131, 8 550€ au compte 2184 et 26 350€ au compte 2188).

Les modifications budgétaires s'inscriraient donc ainsi :

- -161 900.00€ au compte 2131 – constructions bâtiments publics

- o + 127 000.00 € au compte 2088
- o + 8 550.00 € au compte 2184 – matériel de bureau et immobilier
- o + 26350.00 € au compte 2188 – autres immobilisations corporelles

Considérant d'autre part, la nécessité d'acquisition d'une licence informatique, de remplacement de l'enseigne du cinéma renommé « Le petit bal perdu » et de travaux d'installation d'une climatisation réversible pour l'entrée, le bureau et la salle du projecteur (à hauteur de 13 200€) ; dépenses non inscrites aux prévisions budgétaires de janvier, il est proposé de modifier les prévisions budgétaires comme présenté :

Section d'investissement :

Dépenses :

Compte 2051 : + 100€
Compte 2088 : + 127 000€
Compte 21611 : + 7 000€
Compte 2131 : - 161 900€
Compte 2135 : + 13 200€
Compte 2184 : + 8 550€
Compte 2188 : + 26 350€
Total dépenses : + 20 300€

Recettes :

Compte 13248 : + 20 300€

Total recettes : + 20 300€

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE la modification des prévisions budgétaires du budget annexe CINEMA suivantes :

Section d'investissement :

Dépenses :

Compte 2051 : + 100€
Compte 2088 : + 127 000€
Compte 21611 : + 7 000€
Compte 2131 : - 161 900€
Compte 2135 : + 13 200€
Compte 2184 : + 8 550€
Compte 2188 : + 26 350€

Recettes :

Compte 13248 : + 20 300€

Total dépenses : + 20 300€

Total recettes : + 20 300€

Délibération n° 029-23

FINANCES – Tarifs portuaires 2023

Rapporteur : Monsieur AUBERTIN, adjoint aux finances et aux affaires portuaires.

Le projet de tarifs 2023 comprend une augmentation générale de 8% et plusieurs modifications examinées attentivement avec les services de la Région Bretagne et le cabinet missionné par cette dernière, concernant notamment :

- o L'augmentation de la redevance marchandises au poids de 0.15€ à 0.55 € HT la tonne.
- o La mise en place d'une redevance marchandises à l'unité de charge à 0.55€ HT
- o L'augmentation de la redevance appliquée aux véhicules de + de 3.5 T, de 1.07€ à 7€
- o La mise en place d'un tarif « ouverture d'écluse de nuit »

Il est précisé que d'autres modifications tarifaires, réalisées dans le cadre de l'étude tarifaire avec la Région, seront mises en place à partir de 2024 et viendront conforter l'augmentation des recettes.

Devant la crainte d'une répercussion de ces augmentations sur les marchandises, il est proposé de mettre en place un observatoire des prix en interne, cette demande n'ayant pas été retenue par la Région.

Monsieur le Maire rappelle ses propos à l'attention du Conseil Régional Portuaire et son soutien à l'égard de la pêche : aucune redevance sur les navires de pêche ne sera mise en place au cours du mandat. Seules les charges relatives à la maison des pêcheurs sont susceptibles d'évoluer.

Pour tenir des contraintes des entreprises de transport de marchandises et des différents échanges, l'application de l'ensemble des tarifs 2023 est proposée à partir du 1^{er} juin 2023.

Vu le projet de tarifs portuaires 2023 annexé,

Vu l'avis favorable du conseil régional portuaires du 24 mars 2023,

Vu l'avis favorable de la commission de finances du 29 mars 2023,

Entendu l'exposé de Monsieur l'adjoint en charge des finances et des affaires portuaires, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et vote à l'unanimité :

- **ADOPTE** les tarifs portuaires 2023 annexés à la présente délibération,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.

TARIFS PORTUAIRES 2023

| CONTRATS TTC | | | 2023 |
|--------------------------|--|------------------------------|-------------|
| T1 T3 -AVANT-PORT | Forfait annuel | moins de 5 m | 316,00 € |
| | | de 5 à 7 m | 390,00 € |
| | forfait annuel avril à nov et hivernage bassin | moins de 5 m | 437,00 € |
| | | de 5 à 7 m | 571,00 € |
| | contrats semaine - moins de 7 m | avril-mai - oct - nov | 97,00 € |
| | | juin-juillet-août- septembre | 130,00 € |

| | | | |
|------------------------------|-------------------|-----------------|----------|
| T4-BOUEES EXTERIEURES | avril-mai-octobre | moins de 7 m | 113,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 121,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 144,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 174,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 194,00 € |
| | | de 11,01 a 12 m | 245,00 € |
| | | de 12,01 a 15 m | 261,00 € |
| | | de 15,01 a 17 m | 292,00 € |
| | | de 17,01 a 20 m | 316,00 € |
| | | de 20.01 a 25 m | 355,00 € |
| | | au dela de 25 m | 556,00 € |

| | | | |
|--|-----------------------------|-----------------|------------|
| | juin-juillet-août-septembre | moins de 7 m | 227,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 243,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 287,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 346,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 390,00 € |
| | | de 11,01 a 12 m | 490,00 € |
| | | de 12,01 a 15 m | 523,00 € |
| | | de 15,01 a 17 m | 583,00 € |
| | | de 17,01 a 20 m | 632,00 € |
| | | de 20.01 a 25 m | 711,00 € |
| | | au dela de 25 m | 1 112,00 € |

| | | | |
|----------------------|---|-------------|------------|
| T5 – ECHOUAGE | forfait annuel ponton | moins 5m | 316,00 € |
| | | de 5 à 7m | 390,00 € |
| | forfait annuel ponton + hivernage bassin déc à mars | moins 5m | 438,00 € |
| | | de 5 à 7m | 570,00 € |
| | forfait annuel bouée | moins 5m | 183,00 € |
| | | de 5 à 7m | 244,00 € |
| | forfait annuel bouée + hivernage bassin déc à mars | moins 5m | 305,00 € |
| | | de 5 à 7m | 426,00 € |
| | Forfait pro avril à novembre | moins de 7m | 1 500,00 € |
| | Forfait pro avril à novembre | de 7m à 9m | 2 500,00 € |

| | | | |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|----------|
| T6 - BASSIN A FLOT | forfait annuel (hors électricité) | moins de 7 m | 541,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 583,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 683,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 832,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 931,00 € |

| | | | |
|--|---|-----------------|---------------|
| | | de 11,01 a 12 m | 1 179,00 € |
| | | de 12,01 a 15 m | 1 277,00 € |
| | | de 15,01 a 17 m | 1 399,00 € |
| | | de 17,01 a 20 m | 1 520,00 € |
| | | de 20,01 a 25 m | 2 781,00 € |
| | | au dela de 25 m | / |
| | contrat mensuel 3 max par an : janvier-février-mars-oc- tobre- novembre et dé- cembre (hors électricité) | moins de 7 m | 113,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 121,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 144,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 174,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 194,00 € |
| | | de 11,01 a 12 m | 245,00 € |
| | | de 12,01 a 15 m | 261,00 € |
| | | de 15,01 a 17 m | 292,00 € |
| | | de 17,01 a 20 m | 316,00 € |
| | | de 20,01 a 25 m | 355,00 € |
| | | au dela de 25 m | 556,00 € |

| | | | |
|---------------------------|------------------------|-----------------|---------------|
| T7 - BASSIN SALINE | forfait annuel pontons | moins de 7 m | 991,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 1 117,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 1 364,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 1 611,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 1 860,00 € |
| | | de 11,01 a 12 m | 1 983,00 € |
| | | de 12,01 a 13 m | 2 163,00 € |

| | | | |
|--|---|--|---------------|
| | | de 13,01 a 14 m | 2 270,00 € |
| | contrat mensuel d'octobre à mars (hors électricité) | moins de 7 m | 207,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 232,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 285,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 335,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 388,00 € |
| | | de 11,01 a 12 m | 413,00 € |
| | | de 12,01 a 13 m | 450,00 € |
| | | de 13,01 a 14 m | 487,00 € |
| | | contrat mensuel hivernage (hors électricité) | moins de 7 m |
| | de 7 a 8 m | | 54,00 € |
| | de 8,01 a 9 m | | 67,00 € |
| | de 9,01 a 10 m | | 79,00 € |
| | de 10,01 a 11 m | | 91,00 € |
| | de 11,01 a 12 m | | 97,00 € |
| | de 12,01 a 13 m | | 107,00 € |
| | de 13,01 a 14 m | | 114,00 € |
| | BOUEES (REJ) | moins de 7 m | 541,00 € |
| | | de 7 a 8 m | 583,00 € |
| | | de 8,01 a 9 m | 683,00 € |
| | | de 9,01 a 10 m | 832,00 € |
| | | de 10,01 a 11 m | 931,00 € |
| forfait Services (hors Bassin Saline)- montant TTC/mois | | | 70,00 € |

| | | | |
|----------------------|---|--------------|-------------|
| T9- AVANT PORT | contrat "morgate" TTC - 1er octobre au 30 novembre | moins de 5 m | 140,00 € |
| | | de 5 à 7 m | 173,00 € |

| TARIFS "ESCALES" (la nuitée) TTC | | |
|-------------------------------------|--|---------|
| monocoques (avril à octobre) | | |
| T8 - AVANT PORT | de 0 à 7,01 m - jusque 23 pieds | 13 € |
| | de 7,02 m à 9,14 m - de 23,01 à 30 pieds | 18 € |
| | de 9,15m à 11,58 m - de 30,01 à 38 pieds | 24 € |
| | de 11,59 m à 13,71 m - de 38,01 à 45 pieds | 30 € |
| | de 13,72 m à 15,24 m - de 45,01 à 50 pieds | 36 € |
| | de 15,25 m à 16,76 m - de 50,01 à 65 pieds | 53 € |
| | Au-dela de 16,76 - plus de 65 pieds | X |
| | Multicoques | |
| | Hors saison (J/F/M/A/M/J-S/O/N/D) | X 1,5 |
| | Saison Juillet-Aout | X 2 |
| monocoques (avril à octobre) | | |
| T8 - BASSIN A FLOT | de 0 à 7,01 m - jusque 23 pieds | 18 € |
| | de 7,02 m à 9,14 m - de 23,01 à 30 pieds | 24 € |
| | de 9,15m à 11,58 m - de 30,01 à 38 pieds | 30 € |
| | de 11,59 m à 13,71 m - de 38,01 à 45 pieds | 36 € |
| | de 13,72 m à 15,24 m - de 45,01 à 50 pieds | 46 € |
| | de 15,25 m à 16,76 m - de 50,01 à 65 pieds | 63 € |
| | Au-dela de 16,76 - plus de 65 pieds | 68 € |
| | Multicoques | |
| | Hors saison (J/F/M/A/M/J-S/O/N/D) | X 1,5 |
| | Saison Juillet-Aout | X 2 |
| monocoques (avril à octobre) | | |
| T8- PON TON | de 0 à 7,01 m - jusque 23 pieds | 23 € |

| | |
|---|------------|
| de 7,02 m à 9,14 m - de 23,01 à 30 pieds | 29 € |
| de 9,15m à 11,58 m - de 30,01 à 38 pieds | 35 € |
| de 11,59 m à 13,71 m - de 38,01 à 45 pieds | 45 € |
| hors saison (déc à mars) tarif unique quelque soit l'emplacement et la longueur | 13,00 € |

TARIFS SERVICES - PORT DE COMMERCE

| | | |
|--|----|------------|
| Cout horaire main d'œuvre agent portuaire (66 € TTC) | HT | 59,00 € |
|--|----|------------|

| | | | |
|-----------------------------------|--|-----------------------|-------------|
| T 10 - PORT DE COMMERCE | ACCOSTAGE TARIFS HT | | 2023 |
| | caboteurs sans déchargement / nuit | | 140,00 € |
| | location élévateur / heure | | 111,00 € |
| | location élévateur / jour | | 334,00 € |
| | location élévateur avec chauffeur / heure | | 133,00 € |
| | TERRE-PLEIN Hors contrats annuels (juin à sept) stockage remorques/voitures.... | | |
| | semaine TTC | 10 m2 | 27,00 € |
| | | 20 m2 | 54,00 € |
| | | 30 m2 | 81,00 € |
| | mois TTC | 10 m2 | 43,00 € |
| | | 20 m2 | 108,00 € |
| | | 30 m2 | 162,00 € |
| | MAGASIN QUAI FOUQUET | | |
| | mois | m2 au mois TTC | 4,32 € |
| | LOCATION BERS | | |
| la paire | par jour TTC | 12,00 € | |
| NETTOYAGE QUAI DE COMMERCE | | | |

| | | | | |
|---------------------------|---------------------------------|--------------|------------|------------|
| | par heure (103 € TTC) | HT | 93,00 € | |
| | REMORQUAGE TTC | | | |
| | entrée ou sortie de port | | 32,00 € | |
| | changement d'amarre par le port | | 43,00 € | |
| | MOBILISATION D'UN AGENT | | | |
| | PLAISANCE | 1/2 heure HT | | 32,00 € |
| | | 1 heure HT | | 59,00 € |
| | PECHE | 1/2 heure HT | | 27,00 € |
| | | 1 heure HT | | 49,00 € |
| | QUAI DE COMMERCE | | | |
| occupation au dela de 48h | par m2 / jour - TTC | | 16,00 € | |

| | | | |
|--|--|-----------|-----------|
| REDEVANCES DO- MAINE PUBLIC | TERRE-PLEIN POUR CONTRATS ANNUELS | | 2023 |
| | par m2 TTC / mois | sans bers | 2,00 € |
| | | avec bers | 4,00 € |

| | | | | |
|--------------------------|--|------------------------|------|-------------|
| T11 - MANUTENTION | GRUTAGE | | 2023 | |
| | particuliers (par opération) TTC | inf à 1 tonne | | 80,00 € |
| | | 1 à 3 tonnes | | 108,00 € |
| | | plus de 3 tonnes | | 130,00 € |
| | | 1/2 h de manutention | | 86,00 € |
| | | 1 heure de manutention | | 130,00 € |
| | | location ber / jour | | 12,00 € |
| | pêcheurs (par opération) HT | inf à 1 tonne | | 43,00 € |
| | | 1 à 3 tonnes | | 54,00 € |
| | | plus de 3 tonnes | | 65,00 € |
| | | 1/2 h de manutention | | 43,00 € |

| | | | |
|--|---|------------------------|----------|
| | | 1 heure de manutention | € 65,00 |
| | | location ber / jour | € 10,00 |
| | grue + chauffeur hors quai Fouquet HT | sortie de concession | € 648,00 |
| | | taux horaire | € 229,00 |
| | chargement caboteurs | le déplacement | € 270,00 |
| | | | |

| T12-MAISON DES PECHEURS | T 12 - MAISON DES PECHEURS | | 2023 |
|-------------------------|--|------------------------------|---------|
| | location box HT | au m2 / trimestre | € 7,00 |
| | glace au kg / tranche de 20kg HT | pêcheurs | € 0,090 |
| | | mareyeurs/poissonniers/ asso | € 0,110 |
| | | commerçants et particuliers | € 0,40 |
| | plaisanciers sac de 3 kg TTC | | € 2,27 |
| | | | |

| TAXES ET REDEVANCES | REDEVANCES | | 2023 |
|---------------------|--|--|--------|
| | Marchandises à l'unité de charge (palette ou big-bag ou roll) - montant HT à l'unité | Divisions NST 01 (prds agricoles), 04 (prds alimentaires), 05 (textiles), 18 (marchandises groupées) | € 0,55 |
| | | Autres divisions NST sauf 14 (déchets), 15 (courriers et colis) | € 0,55 |
| | Marchandises au poids - montant HT/tonne | Marchandises en vrac solide, par tonne | € 0,55 |
| | | Marchandises d'autres conditionnements (fardeaux, etc...) par tonne | € 0,55 |
| | Charges roulantes : à l'unité de charge roulante | Véhicules à moteur à 2 roues | 1,07 € |
| | | Véhicules PTAC de moins de 3,5 tonnes | 1,07 € |
| | | Véhicules PTAC de plus de 3,5 tonnes | 7,00 € |
| | | Véhicules agricoles | 1,07 € |
| | | Remorques vides ou en charge (quelle qu'en soit la nature) | 1,07 € |
| | Equipement pêche | % Acheteur | 1,5% |
| | | % Pêcheur | 1,5% |

| | | | |
|--|---|------------------------|---------|
| | Bouées extérieures vedettes à passagers | par jour HT | 33,00 € |
| | Passagers | % du prix du billet HT | 5,0% |
| | Taxe croisiéristes paquebots | par passager HT | 2,16 € |

| | |
|--|--------|
| Redevance ordures ménagères plaisance incluse dans le tarif journalier (établie par la CCBI 0,50€ en 2021) | 1,20 € |
|--|--------|

| Poste d'avitaillement | | 2023 |
|---------------------------|----------------------------|----------|
| Marge brut HT / M3 | SP 95 et Gaz oil plaisance | 121,96 € |
| | SP 95 détaxé pêche | 76,22 € |
| | Gaz oil détaxé pêche | 22,87 € |

| TARIFS OUVERTURE ÉCLUSE DE NUIT (montants HT) | |
|---|----------|
| Entrée Ecluse 22h - 06h (réservation à 15 j. et plus avant la date) | 200,00 € |
| Entrée Ecluse 22h - 06h (réservation de 48h à 14 jours avant la date) | 300,00 € |
| Entrée Ecluse 22h - 06h (réservation moins de 48 h avant la date) | 500,00 € |

Délibération n° 030-23

Ressources humaines : modification du régime indemnitaire et instauration de l'indemnité d'administration et de technicité

Rapporteur : Monsieur le Maire.

1) Modification de l'indemnité versée aux régisseurs – du montant IFSE régie :

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels, éligibles au RIFSEEP, qui sont responsables d'une régie (nommés à ce titre « régisseur ») perçoivent une indemnité de responsabilité = IFSE régie liée à la responsabilité de la régie, dont le montant minimum est fixé par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 selon le montant moyen des recettes encaissées mensuellement.

Les agents régisseurs, non éligibles au RIFSEEP (fonctionnaires de la filière police municipale et contractuels de droit privé de la régie du port) perçoivent également une indemnité de responsabilité selon les mêmes proportions.

Considérant l'absence de révision du montant de l'indemnité, et considérant que la réglementation ne prévoit que des montants minimums, il est proposé de doubler les montants minimums fixés par les textes, pour l'ensemble des régisseurs de la collectivité, selon le tableau suivant pour un total d'indemnités de régies annuelles de 3 440 € au lieu de 1 720 € :

| RÉGISSEUR DE RECETTES | MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle (en euros) | Montant proposé en euros annuel | Nombre de régisseurs concernés |
|---|--|---------------------------------|--------------------------------|
| Montant moyen des recettes encaissées mensuellement | <i>Montants à définir pouvant être plus élevés que ceux prévus dans les textes antérieurs dans le respect du</i> | | |

| | <i>plafond réglementaire prévu pour la part fonctions du groupe d'appartenance de l'agent régisseur</i> | | |
|------------------------|---|---------------------|---|
| Jusqu'à 1 220 | 110 minimum | 220 | BUDGET PRINCIPAL : Filière administrative-régie divers- 1 régisseur titulaire - Filière animation-régie garderie-1 régisseur titulaire - Filière police municipale – régie marché et régie d'Etat - 2 régisseurs titulaires |
| De 1 221 à 3 000 | 110 minimum | 220 | |
| De 3 001 à 4 600 | 120 minimum | 240 | BUDGET PRINCIPAL : Filière technique-régie horodateurs- 1 régisseur titulaire |
| De 4 601 à 7 600 | 140 minimum | 280 | |
| De 7 601 à 12 200 | 160 minimum | 320 | |
| De 12 201 à 18 000 | 200 minimum | 400 | BUDGET ANNEXE CINEMA : Filière technique-régie cinéma-1 régisseur titulaire |
| De 18 001 à 38 000 | 320 minimum | 640 | BUDGET REGIE DU PORT : régie poste d'avitaillement : 1 régisseur titulaire |
| De 38 001 à 53 000 | 410 minimum | 820 | |
| De 53 001 à 76 000 | 550 minimum | 1100 | |
| De 76 001 à 150 000 | 640 minimum | 1280 | BUDGET REGIE DU PORT : régie port : 1 régisseur titulaire |
| De 150 001 à 300 000 | 690 minimum | 1380 | |
| De 300 001 à 760 000 | 820 minimum | 1640 | |
| De 760 001 à 1 500 000 | 1050 minimum | 2100 | |
| Au-delà de 1 500 000 | 46 par tranche de 1 500 000 minimum | Non concerné | |
| | | | |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération 059-19 du 24 juin 2019 portant modification du régime indemnitaire RIFSEEP et mise en place d'une part IFSE régie,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la saisine du comité social territorial local,

Vu l'avis favorable de la commission de finances du 29 mars 2023,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et vote à l'unanimité :

- **APPROUVE le doublement des montants d'indemnité présentés supra,**
- **DONNE pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.**

2) Instauration de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) pour la filière police municipale :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le décret n°97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité.

Vu l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la saisine du comité social territorial local,

Vu l'avis favorable de la commission de finances du 29 mars 2023,

Monsieur le Maire rappelle que la filière police municipale est exclue du RIFSEEP et que les agents n'ont à ce titre, pas été bénéficiaires du complément indemnitaire annuel versé en début d'année 2023 pour les agents bénéficiaires du RIFSEEP.

Dans un souci d'équité de traitement, Monsieur le Maire propose la mise en place de l'indemnité d'administration et de technicité, pour les agents titulaires et stagiaires de la collectivité, appartenant à la filière police municipale.

Le montant moyen de l'IAT est calculé multipliant le montant annuel de référence fixé par catégorie par un coefficient multiplicateur de 1 à 8.

Les montants seront indexés sur la valeur du point de la fonction publique territoriale et subiront donc les valorisations.

L'attribution de l'IAT sera modulée et effectuée par le Maire pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions, telle qu'elle résulte de l'évaluation effectuée lors de la notation.

L'IAT sera versée mensuellement, et sera modulée selon le temps de travail de l'agent.

| Grade concerné dans la collectivité | Assiette | Coefficient fixé par la collectivité | Montant total annuel |
|-------------------------------------|----------|--------------------------------------|----------------------|
|-------------------------------------|----------|--------------------------------------|----------------------|

| | | | |
|--------------------------------|--------------|---------------|------------|
| Garde Champêtre Chef Principal | 498.68 euros | Coefficient 6 | 2 992.08 € |
| Gardien Brigadier | 486.32 euros | Coefficient 6 | 2 917.92 € |

Bénéficiaires : agents titulaires et stagiaires du cadre d'emplois :

- Gardes champêtres, Gardien Brigadier,

Modalités d'attribution et de modulation :

L'IAT sera versée mensuellement, modulée selon le temps de travail de l'agent, cette indemnité est liée à la valeur professionnelle de l'agent.

Prise en compte des absences pour indisponibilité physique (congés maladies, maternités, etc...) :

| Nature de l'indisponibilité | Effet sur le versement de L'IAT |
|---|--|
| Congé de maladie ordinaire | Suspension à compter du 31 ^{ème} jour d'absence réalisée de façon non consécutive sur une période glissante de référence d'un an précédent la date à laquelle la situation de l'agent est étudiée |
| Congé de longue maladie | Régime indemnitaire suit le sort du traitement |
| Congé de longue durée | |
| Suspension de fonctions | Pas de versement de régime indemnitaire |
| Maintien en surnombre (en l'absence de missions) | |
| Congé de maternité, paternité, accueil de l'enfant ou adoption | Maintien du régime indemnitaire |
| Décharge partielle ou totale de service pour activité syndicale | Maintien de la totalité du régime indemnitaire à l'exception des primes et indemnités relatives au temps de travail ou aux déplacements professionnels conformément à la circulaire du 20 janvier 2016 |

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et vote à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'instauration de l'indemnité d'administration et de technicité selon les dispositions présentées supra,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.

Délibération n° 031-23

Agriculture – service mutualisé « mission foncière agricole » avenant n°1 à la convention de mise à disposition de service entre la communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer et la commune de Le Palais

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 069-21 du 14 septembre 2019 portant approbation de la convention de mise à disposition de service entre la communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer et la commune de Le Palais pour la création du service mutualisé « mission foncière agricole »,

Vu la convention de mise à disposition service mutualisé « mission foncière agricole » en date du 1^{er} octobre 2021 fixant les conditions de la mise à disposition et notamment les modalités financières pour la période du 01/09/21 au 31/08/2024,

Considérant que la modification du temps de mise à disposition (d'un temps complet à un temps partiel à 94%) entraîne des modifications des charges financières devant être formalisées par avenant,

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'avenant n°1 à la convention service mutualisé « mission foncière » présenté en annexe, portant sur la modification des charges financières entre la communauté de communes et la commune du 1^{er} janvier 2023 au 31 août 2024.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et vote à l'unanimité :

- **APPROUVE l'avenant n°1 à la convention service mutualisé « mission foncière » ci-annexé,**
- **DONNE pouvoir à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.**

Questions diverses

-Monsieur le Maire rappelle que la commune s'est positionnée auprès de l'inspection académique pour l'ouverture d'une classe bilingue français/breton à l'école Stanislas Poumet. Ce projet implique le dépôt d'un dossier avant l'été 2023 pour une potentielle ouverture de classe bilingue à la rentrée 2025/2026. Monsieur Thibault QUELARD, enseignant intervenant dans les écoles de l'île, a été invité pour présenter les intérêts du projet qui emporte l'adhésion des parents d'élèves et de l'équipe pédagogique.

L'école disposant d'un nombre de classes suffisant, l'engagement financier pour la commune restera maîtrisé. Monsieur QUELARD précise que le projet s'adresse aux enfants de 3-4 ans, 3 ans étant considéré comme l'âge idéal pour intégrer une nouvelle langue. L'ouverture d'une classe bilingue ne nécessite pas d'effectif minimum et présentera l'intérêt de diminuer les effectifs de l'actuelle classe des petits (PS-MS).

Pour Monsieur QUELARD, l'apprentissage de la langue bretonne ne comporte que des avantages en terme pédagogique : adaptabilité, conceptualisation...Il souligne les résultats très positifs des écoles bilingues. L'apprentissage de la langue bretonne permettra notamment aux enfants de se positionner par rapport à la culture bretonne, de comprendre la toponymie du nom de leur village ou de leur commune, d'appréhender leur identité bretonne au travers de l'apprentissage de la langue. Belle-Ile qui deviendrait ainsi le premier territoire insulaire avec une classe bilingue.

Monsieur le Maire indique que suite à un sondage, un potentiel de 15 élèves est pressenti pour 2025.

-Information relative aux mouvements de personnels :

- arrivée du responsable voirie depuis le 1^{er} mars 2023
- arrivée de l'agent d'accueil en urbanisme depuis le 1^{er} avril
- placement en disponibilité pour convenances personnelles pour un an depuis le 1^{er} avril d'un agent d'accueil médiathèque (remplacement en cours).

- Suite à la démolition du kiosque et au démontage des zones de chantier du quai Bonnelle, un essai de réorganisation des différents flux de circulation visant à sécuriser le transit des piétons sera prochainement mis en place au niveau du quai Bonnelle.

-De même, la mise en place d'une signalisation au sol est programmée avant l'été pour sécuriser les cheminements piétons et vélos autour du quartier des sables.

- Une réunion du groupe de travail PROPICE se tiendra le vendredi 14 avril à 14h salle du conseil.

- Le Conseil est informé de la remise en service de la passerelle piétonne de l'écluse vendredi 7 avril.

- Concernant le projet de verdissement de la cour de l'école Poumet : un architecte paysager a été missionné, son intervention est attendue courant mai.

La séance est levée à 21h45

Le secrétaire de séance : Noëlle SCHLUMBERGER

